KV

ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 44.417/2
DU 19 MAI 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 21 avril 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux déclarations d'installation et d'utilisation de caméras de surveillance en vue d'assurer la surveillance et le contrôle", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Fondement juridique

L'arrêté royal en projet se donne notamment pour fondement, les articles 5, § 3, 6, § 2, et 7, § 2, de la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance.

L'article 5 de la loi du 21 mars 2007, précitée, dispose en son paragraphe 1er, que la décision d'installer une ou plusieurs caméras de surveillance dans un lieu ouvert est prise par le responsable du traitement.

La décision est prise après avis positif du conseil communal et celui du chef de corps de la zone de police. Le responsable du traitement notifie la décision à la Commission de la protection de la vie privée.

Aux termes du paragraphe 3, alinéa 2, de la même disposition,

> "Le Roi définit, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, la forme et le contenu du formulaire standard qui est rempli à cette occasion ainsi que les modalités de transmission de ce formulaire à la Commission de la protection de la vie privée."

En vertu de l'article 6 de la loi du 21 mars 2007, précitée, la décision d'installer une caméra de surveillance dans un lieu fermé accessible au public est notifiée par le responsable du traitement à la Commission de la protection de la vie privée et au chef de corps de la zone de police.

Selon le paragraphe 2, alinéa 2,

> "Le Roi définit, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, la forme et le contenu du formulaire standard qui est rempli à cette occasion ainsi que les modalités de transmission de ce formulaire à la Commission de la protection de la vie privée et au chef de corps de la zone de police où se situe le lieu."

En ce qui concerne les lieux fermés non accessibles au public, le dispositif de la loi, en son article 7, est similaire, sur ces points, à ce que prévoit l'article 6, précité.

Examen du projet

Intitulé

Pour éviter un trop long intitulé, il est suggéré de supprimer les termes "en vue d'assurer la surveillance et le contrôle".

Préambule

Alinéa 1er

Même si la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel constitue le cadre dans lequel la loi du 21 mars 2007, précitée, doit s'intégrer, elle ne procure pas de fondement légal au projet. Sa mention à l'alinéa 1er du préambule sera donc omise et pourra faire l'objet, le cas échéant, d'un considérant.

Alinéa 2

1. Il convient de mentionner de manière plus précise les articles 5, § 3, alinéa 2, 6, § 2, alinéa 2, et 7, § 2, alinéa 2, de la loi du 21 mars 2007, précitée.

2. Compte tenu de l'article 4 du projet, il y a lieu de mentionner l'article 2, 1/ à 3/, de la même loi, combiné à l'article 108 de la Constitution.

Cette dernière disposition sera mentionnée à l'alinéa 1er du préambule.

Alinéa 5

Il convient d'écrire :

"Vu l'avis 44.417/2 du Conseil d'État, donné le 19 mai 2008, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, remplacé par la loi du 2 avril 2003;".

Dispositif

Article 1er

1. Au 1/, il convient de citer l'intitulé abrégé "la loi du 8 décembre 1992" comme à l'article 2, 6/, de la loi du 21 mars 2007, précitée.

2. Au 4/, le "responsable du traitement" est déjà défini dans la loi du 21 mars 2007, précitée.

Article 2

À l'alinéa 2, l'arrêté en projet vise des formulaires de "déclarations thématiques".

Invitée à préciser la portée de cette expression, la fonctionnaire déléguée a donné les explications suivantes :

> "Le terme "thématique" est un terme utilisé par la Commission de la protection de la vie privée sur son site internet (plus particulièrement son e-guichet), quand elle prend l'initiative de créer des déclarations spécifiques à un thème.
>
> En l'occurrence, il s'agit du thème des caméras de surveillance, et le projet d'AR prévoit que la CPVP met à disposition des formulaires spécifiques pour les déclarations d'installation et d'utilisation de caméras de surveillance. Cette rubrique sera elle-même divisée en plusieurs sections selon la catégorie de lieux (formulaire de déclaration thématique pour les lieux ouverts, formulaire de déclaration thématique pour les lieux fermés).

Vu qu'il s'agit d'un terme qui est utilisé sur le site internet via lequel les déclarations se font, l'expliquer dans l'arrêté royal n'est pas nécessaire, d'autant plus qu'il a uniquement pour objet de spécifier qu'il s'agit de déclarations adaptées aux traitements de données via des caméras de surveillance."

Pour rendre l'expression plus immédiatement compréhensible, on écrira : "... formulaires de déclarations thématiques dénommés «surveillance par caméra - surveillance et contrôle»".

Article 3

Dans la version française, on écrira : "Un formulaire ... est établi pour les (ou : est consacré aux) systèmes de surveillance ...".

Il est également renvoyé à la version néerlandaise de l'avis.

Article 4

L'article 4 règle le type de déclaration à établir en présence de "lieux de différents types".

La fonctionnaire déléguée a justifié la légalité de cet aspect du projet comme suit :

"La loi n'interdit pas de prévoir dans l'arrêté royal comment déclarer l'installation de caméras quand il s'agit d'un lieu mixte. Vu qu'elle prévoit que l'arrêté royal doit déterminer la forme, le contenu et les modalités de transmission du formulaire, pour les trois catégories de lieux, il parait utile d'envisager dans l'arrêté royal les cas où l'on se trouve dans deux catégories, et d'indiquer aux responsables du traitement comment ils doivent, dans ces hypothèses, respecter leur obligation de déclaration."

La fonctionnaire déléguée a encore précisé que, s'il n'était pas prévu de notification au chef de corps pour les lieux ouverts, c'est parce que, pour les lieux ainsi caractérisés, la loi du 21 mars 2007, précitée, prévoit en son article 5 que, préalablement à l'installation de caméras de surveillance, il faut obtenir notamment l'avis positif du chef de corps. Ce dernier serait donc déjà informé de l'installation de caméras de surveillance.

La notification au chef de corps de la zone de police prévue lorsqu'il s'agit d'un lieu fermé étant une garantie de connaissance pour l'autorité de police de l'effectivité de la décision d'installer une caméra en lieu fermé, il y a lieu de prévoir, en cas de mixité des lieux, qu'il faut, outre un avis du chef de la zone de police - qui n'aura ainsi été averti que de ce qu'il est projeté d'installer une caméra -, une notification de la décision.

Article 7

Il convient de faire de l'article 7 un paragraphe 2 de l'article 6, commençant comme suit :

"§ 2. En outre, la déclaration contient :

1/ ....".

De la sorte, on évite une fausse opposition entre les deux articles.

Le texte actuel de l'article 6 formerait dès lors le paragraphe 1er de la disposition.

Article 8

On écrira en français "le présent arrêté" et non "cet arrêté".

La chambre était composée de

Messieurs	Y.	KREINS,	président de chambre,
	P.	VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M.	BAGUET,	
	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 44.417/2
VAN 19 MAI 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 april 2008 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de aangiften van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's met het oog op bewaking en toezicht", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Rechtsgrond

Het ontworpen koninklijk besluit geeft onder meer aan zijn rechtsgrond te ontlenen aan de artikelen 5, § 3, 6, § 2, en 7, § 2, van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's.

Artikel 5, § 1, van de voornoemde wet van 21 maart 2007 bepaalt dat de beslissing tot het plaatsen van een of meer bewakingscamera's in een niet-besloten plaats wordt genomen door de verantwoordelijke voor de verwerking.

De beslissing wordt genomen na een positief advies van de gemeenteraad en van de korpschef van de politiezone. De verantwoordelijke voor de verwerking deelt de beslissing mee aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Paragraaf 3, tweede lid, van dezelfde bepaling schrijft voor :

> "De Koning bepaalt, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de vorm en de inhoud van het standaardformulier dat bij die gelegenheid moet worden ingevuld, alsook de wijze waarop dit formulier wordt overgezonden aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer."

Krachtens artikel 6 van de voornoemde wet van 21 maart 2007 deelt de verantwoordelijke voor de verwerking de beslissing tot het plaatsen van een bewakingscamera in een voor het publiek toegankelijke besloten plaats mee aan de

Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en aan de korpschef van de politiezone.

Paragraaf 2, tweede lid, schrijft voor :

> "De Koning bepaalt, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de vorm en de inhoud van het standaardformulier dat bij die gelegenheid moet worden ingevuld, alsook de wijze waarop dit formulier wordt overgezonden aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de korpschef van de politiezone waar die plaats zich bevindt."

Artikel 7 van de wet houdt, wat voor het publiek niet- toegankelijke besloten plaatsen betreft, in dat verband een regeling in die gelijk is aan wat het voornoemde artikel 6 bepaalt.

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Om te voorkomen dat het opschrift te lang wordt, wordt voorgesteld de woorden "met het oog op bewaking en toezicht" te schrappen.

Aanhef

Eerste lid

Ofschoon de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens het kader vormt waarin de voornoemde wet van 21 maart 2007 moet passen, vormt ze niet de rechtsgrond van het ontwerp. Ze moet dus niet worden opgegeven in het eerste lid van de aanhef, maar kan in voorkomend geval bij wege van een considerans worden vermeld.

Tweede lid

1. Er moet bepaaldelijk worden verwezen naar de artikelen 5, § 3, tweede lid, 6, § 2, tweede lid, en 7, § 2, tweede lid, van de voornoemde wet van 21 maart 2007.

2. Gelet op artikel 4 van het ontwerp moet artikel 2, 1/ tot 3/, van dezelfde wet vermeld worden juncto artikel 108 van de Grondwet.

Deze laatste bepaling moet worden vermeld in het eerste lid van de aanhef.

Vijfde lid

Men schrijve :

"Gelet op advies 44.417/2 van de Raad van State, gegeven op 19 mei 2008, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, vervangen bij de wet van 2 april 2003;"

Dispositief

Artikel 1

1. In punt 1/ moet de verkorte lezing "de wet van 8 december 1992" worden vermeld naar het voorbeeld van artikel 2, 6/, van de voornoemde wet van 21 maart 2007.

2. De "verantwoordelijke voor de verwerking" in punt 4/ wordt reeds gedefinieerd in de voornoemde wet van 21 maart 2007.

Artikel 2

In het tweede lid van artikel 2 van het ontwerpbesluit is sprake van "thematische aangifteformulieren".

Op de vraag wat deze uitdrukking precies inhoudt, heeft de gemachtigde ambtenaar de volgende uitleg verstrekt :

> "Le terme "thématique" est un terme utilisé par la Commission de la protection de la vie privée sur son site internet (plus particulièrement son e-guichet), quand elle prend l'initiative de créer des déclarations spécifiques à un thème.
>
> En l'occurrence, il s'agit du thème des caméras de surveillance, et le projet d'AR prévoit que la CPVP met à disposition des formulaires spécifiques pour les déclarations d'installation et d'utilisation de caméras de surveillance. Cette rubrique sera elle-même divisée en plusieurs sections selon la catégorie de lieux (formulaire de déclaration thématique pour les lieux ouverts, formulaire de déclaration thématique pour les lieux fermés).
>
> Vu qu'il s'agit d'un terme qui est utilisé sur le site internet via lequel les déclarations se font, l'expliquer dans l'arrêté royal n'est pas nécessaire, d'autant plus qu'il a uniquement pour objet de spécifier qu'il s'agit de déclarations adaptées aux traitements de données via des caméras de surveillance."

Om de uitdrukking bevattelijker te maken, schrijve men : "... thematische aangifteformulieren, «camerabewaking - bewaking en toezicht» genaamd, ter beschikking."

Artikel 3

In de Nederlandse versie schrijve men : "Er wordt een thematisch aangifteformulier opgemaakt voor bewakingssystemen ...".

Er wordt ook verwezen naar de Franse versie van het advies.

Artikel 4

Artikel 4 regelt het soort van aangifteformulier dat moet worden opgemaakt wanneer men te maken heeft met "plaatsen van verschillend type".

De gemachtigde ambtenaar heeft de wettigheid van dit aspect van het ontwerp als volgt verantwoord :

> "La loi n'interdit pas de prévoir dans l'arrêté royal comment déclarer l'installation de caméras quand il s'agit d'un lieu mixte. Vu qu'elle prévoit que l'arrêté royal doit déterminer la forme, le contenu et les modalités de transmission du formulaire, pour les trois catégories de lieux, il parait utile d'envisager dans l'arrêté royal les cas où l'on se trouve dans deux catégories, et d'indiquer aux responsables du traitement comment ils doivent, dans ces hypothèses, respecter leur obligation de déclaration."

De gemachtigde ambtenaar heeft voorts gesteld dat voor niet-besloten plaatsen geen mededeling aan de korpschef is voorgeschreven omdat artikel 5 van de voornoemde wet van 21 maart 2007 voor zodanige plaatsen bepaalt dat vóór de plaatsing van bewakingscamera's onder meer het positieve advies van de korpschef moet worden verkregen. Deze laatste zal dus reeds op de hoogte zijn gesteld van de plaatsing van bewakingscamera's.

De mededeling gedaan aan de korpschef van de politiezone, zoals ze wordt voorgeschreven wanneer het een besloten plaats betreft, is voor de politionele overheid een garantie van het feit dat daadwerkelijk is besloten om een camera te installeren op een besloten plaats, zodat, wanneer het zowel besloten als niet-besloten plaatsen betreft, moet worden voorgeschreven dat niet alleen het advies is vereist van het hoofd van de politiezone, welke persoon er dus alleen van verwittigd zal zijn dat het plaatsen van een camera in het vooruitzicht wordt gesteld, maar ook de mededeling van de beslissing.

Artikel 7

Het bepaalde in artikel 7 moet in de vorm van een paragraaf 2 worden opgenomen in artikel 6, die als volgt aanvangt :

"§ 2. De aangifte bevat voorts :

1 / de identiteit van de verantwoordelijke voor de verwerking;

2/ ...".

Zo wordt voorkomen dat de twee artikelen ten onrechte aldus worden begrepen dat een tegenstelling bestaat tussen beide.

De huidige tekst van artikel 6 wordt dan paragraaf 1 van de bepaling.

Artikel 8

In de Franse lezing schrijve men "le présent arrêté" in plaats van "cet arrêté".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y.	KREINS,	kamervoorzitter,
	P.	VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouwen	M.	BAGUET,	
	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS